

**Nations unies - Salisbury - Armes  
chimiques - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 05 avril 2018)

Monsieur le Président,

Nous sommes aujourd'hui réunis à la demande d'un Etat membre de ce Conseil, à propos de la lettre de la Première ministre britannique en date du 13 mars, au sujet de laquelle nous nous sommes déjà réunis le mois dernier. Cette réunion fait suite à une session extraordinaire du conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), tenue hier à la Haye sur le même sujet. Elle a vu la Russie tenter de faire adopter un projet de décision qui a été massivement rejeté. Cette réunion à l'OIAC s'est tenue avant même que celle-ci ait rendu ses conclusions sur l'évènement concerné, illustrant ce qu'était l'initiative d'hier, comme celle d'aujourd'hui : une manoeuvre de diversion pour tenter de semer la confusion. Or, il importe plus que jamais de maintenir une approche technique et objective de cette question.

Monsieur le Président,

Revenons aux faits : ils sont choquants, ils sont graves et ils sont inacceptables. Le 4 mars dernier, à Salisbury, un agent chimique de guerre, identifié comme appartenant à la catégorie des Novitchok, a été utilisé dans un lieu public, ciblant un ex-officier de renseignement russe et sa fille, et contaminant un policier britannique et les civils présents. Il s'agissait là de la première utilisation avérée d'une arme chimique en Europe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, un siècle après les ravages provoqués sur ce même sol européen par l'emploi de gaz de combat durant la Grande Guerre.

La France a exprimé, au plus haut niveau de l'Etat, son soutien plein et entier, et sa totale solidarité, au gouvernement et au peuple du Royaume-Uni. Nous les renouvelons aujourd'hui. Alors que le laboratoire britannique de Porton Down a confirmé l'appartenance du gaz identifié à la famille des Novitchok, alors que le Royaume-Uni poursuit son enquête dans le plein respect de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques (CIAC), je tiens à redire ici toute la confiance de la France dans les travaux menés par les enquêteurs britanniques. La France se tient à la disposition du Royaume-Uni, s'il souhaite avoir recours à l'expertise française. Je souhaiterais également saluer la décision du directeur général de l'OIAC d'accéder à la demande britannique de dépêcher une mission d'assistance au Royaume-Uni. L'enquête engagée doit être menée à son terme, en toute indépendance et sans aucune interférence.

Au vu des éléments que le Royaume-Uni a communiqués jusqu'ici, nous partageons son

évaluation selon laquelle n'y a pas d'autre explication plausible que la responsabilité de la Russie. Alors que la Russie prône la coopération, la France s'étonne du refus russe de répondre aux questions tout à fait légitimes du Royaume Uni. Nous invitons la Russie à faire toute la lumière sur les responsabilités liées à l'inacceptable attaque de Salisbury, et à déclarer à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) d'éventuels programmes qui ne l'auraient pas été.

Monsieur le Président,

L'interdiction d'emploi des armes chimiques est au coeur du régime de non-prolifération qui fonde notre système de sécurité collective. Dans ce contexte, la réémergence sous tous azimuts, au Moyen-Orient, en Asie, et désormais en Europe, de ces armes barbares ne peut pas être tolérée. Le tabou que nous avons instauré ensemble sur l'usage des armes chimiques a été brisé, y compris à Salisbury. C'est dire combien il faut d'urgence réaffirmer et consolider l'interdiction absolue des armes chimiques.

La banalisation de l'emploi d'armes chimiques marquerait une victoire de la barbarie sur la civilisation et une terrible régression de l'ordre international. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous y résigner. Cela d'autant moins que, ne nous y trompons pas, une banalisation de l'emploi d'armes chimiques créerait le terreau du terrorisme chimique que nous redoutons tous. Nous en paierions tous le prix.

C'est pourquoi la France n'acceptera jamais de laisser ceux qui utilisent ou développent des agents toxiques dans l'impunité. Nous rappelons notre plein soutien aux institutions existantes, en particulier l'OIAC. La France restera pleinement engagée pour soutenir leur action, par tous les moyens à notre disposition. C'est notamment l'objet du partenariat international contre l'impunité dans l'utilisation d'armes chimiques créé à notre initiative en janvier dernier.

La gravité des enjeux nous oblige. L'emploi d'armes chimiques par quiconque et en toute circonstance viole la conscience universelle autant que les normes les plus fondamentales du droit international. Ne nous y trompons pas, l'emploi d'armes chimiques fait aussi peser une menace potentiellement mortelle sur la pérennité même du régime international de non-prolifération chimique. Or, ce régime est aujourd'hui le régime le plus élaboré, le plus abouti de tous les régimes internationaux de non-prolifération. Le laisser se fissurer sans réagir, ce serait donc accepter d'affaiblir l'ensemble du régime international de non-prolifération des armes de destruction massives que nous avons construit ensemble, pierre après pierre, au cours des décennies écoulées et qui constitue aujourd'hui la colonne vertébrale de l'architecture internationale de sécurité.

Pour cela, Monsieur le Président, nous avons besoin de l'engagement sincère et déterminé de la Russie. La Russie doit faire partie de la solution et non du problème. La Russie, qui a été l'un des pionniers du régime international de non-prolifération chimique, a vocation à en être l'un des piliers.

Monsieur le Président,

Parce que la menace est existentielle pour nous tous, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive doit être plus que jamais au coeur des priorités du Conseil de sécurité. S'il est un domaine où le Conseil a la responsabilité morale et politique de se rassembler pour agir, c'est bien celui-là. S'il est un domaine où la crédibilité du Conseil est engagée, où les jeux tactiques n'ont pas leur place, c'est bien celui-là.

Je vous remercie./.